

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 28 JUILLET 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX : 0,30 F.

EDITORIAL

*Les bavards du
colonialisme, la Soufrière
et la population*

Le préfet Aurousseau, qui s'est découvert fin connaisseur en psychologie des foules, ne veut plus entendre parler de la Soufrière. Mais la Soufrière de son côté, ne vote ni UDR ni Républicain Indépendant et elle ne se sent pas responsable de la défense des intérêts des gros capitalistes de la Basse-Terre.

Alors, entre un préfet qui cause, qui cause... et le volcan qui lance avertissement après avertissement, on assiste à un match où tous les paris sont permis.

Mais la population de Saint-Claude, Basse-Terre et des environs doit refuser de constituer l'enjeu de tels paris !

Les réfugiés de Baie-Mahault rappellent dans une lettre ouverte à Aurousseau qu'ils ont dû utiliser leurs propres moyens pour se rendre dans les différents centres d'accueil. Et ils sont nombreux, les Basse-Terriens qui ont souhaité quitter la région après le 9 juillet et qui furent dans l'impossibilité de le faire parce qu'ils ne trouvaient aucun moyen de transport disponible.

Et malgré tout cela, après les secousses sismiques enregistrées au cours du week-end dernier, l'administration préfectorale fait la preuve, une fois de plus, d'une complète irresponsabilité... vis-à-vis, tout au moins, de la population laborieuse et des pauvres.

Pourtant, et de l'avis même de M. Feuillard, la situation demeure très sérieuse.

Alors les réfugiés et l'ensemble de la population de Basse-Terre doivent exiger que l'administration respecte leurs appréhensions et qu'elle en tienne compte. Les Basse-Terriens doivent obliger l'administration à respecter la décision de tout habitant désireux de quitter la région pour s'installer dans le nord de la Basse-Terre ou en Grande-Terre, et même s'il s'agit d'une décision de départ définitif.

Et il appartient à l'administration de faciliter la résolution des problèmes matériels, de reclassement professionnel et autres qui accompagneront inévitablement de tels transferts.

Ce serait là le rôle d'une administration véritablement préoccupée des intérêts de la population. Et c'est

(suite en page 2)

MARTINIQUE

AU SUJET DE LA FERMETURE DE L'AÉROPORT LA NUIT
Le mécontentement grandit

Les grincements de dents provoqués par l'annonce faite par l'aviation civile de fermer l'aéroport du Lamentin la nuit à partir du mois d'août s'amplifient.

Aux protestations de personnalités politiques et notamment du Conseil Général s'ajoutent celles des capitalistes de l'hôtellerie. Ceux-ci sont indignés, car le gouvernement n'a pas daigné les consulter au préalable comme cela aurait dû se faire. D'autre part, les capitalistes de l'hôtellerie sont bien conscients de l'atteinte que cela porterait à leurs intérêts. C'est pourquoi ils ne sont pas décidés à se laisser faire. En réclamant

l'annulation de cette décision, c'est bien l'intérêt de ces gens-là que les Emile Maurice et Cie défendent, et non pas ceux des travailleurs qui sont menacés de licenciement.

C'est effectivement par souci d'économie que cette décision a été prise : économies de bouts de chandelles (180.000 francs par an), et ce sur le dos des travailleurs, car il y aura compression de personnel.

Mais rien n'est réglé. Les travailleurs n'ont pas dit qu'ils accepteraient de faire les frais d'une telle décision.

MARTINIQUE

DEUX NOYADES : VICTIMES
DE L'IMPRÉVOYANCE
DE L'ADMINISTRATION

Dimanche 25 juillet, 2 personnes parties en mer à bord d'une yole ont été retrouvées noyées sur le rivage, dans la commune du Vaucelin. Voilà donc deux noyades de plus pour les vacances de cette année, après celles des deux jeunes filles, le vendredi précédent dans la baie de Trinité.

Que tant de gens se noient au cours de baignades ou de parties de pêche est anormal, car pendant les vacances, sur les plages, l'administration aurait bien pu prendre des mesures pour éviter cela. Pourquoi donc n'y a-t-il pas des équipes de surveillance sur les plages ? Le gouvernement ne veut pas supporter ces charges : quand il s'agit de sauver des vies humaines, il regarde à la dépense.

GADELOUPE

*Lettre ouverte au préfet :
des réfugiés mécontents !*

Après les interventions répétées du préfet de la Guadeloupe M. Aurousseau invitant la population de Matouba et de St-Claude à regagner leur domicile, une lettre ouverte a été adressée à celui-ci par les réfugiés de l'école du Rond-Point de Baie-Mahault.

Nous citerons quelques extraits de cette lettre qui traduit bien l'inquiétude de la population.

Tout d'abord en ce qui concerne la Soufrière, les réfugiés déclarent :

" Les odeurs de soufre et de gaz sont insupportables, selon l'avis de certains d'entre nous revenus de St-Claude. Et en cas de nouvelle éruption nous ne pourrions pas nous enfermer dans une maison car nous risquons d'étouffer." En ce qui concerne leurs conditions de vie, la lettre dit ceci : " En retournant à St-Claude, nous n'avons pas de travail car la plupart des employeurs (pour les femmes de ménage) sont partis définitivement. Pour les ouvriers agricoles les conditions de

(suite en page 2)

COMBAT OUVRIER BI-HEBDOMADAIRE NE

PARAITRA PAS EN AOÛT

Combat Ouvrier bi-hebdomadaire ne paraîtra pas durant le mois d'août. Par contre, nos lecteurs pourront lire le mensuel qui, lui, paraîtra pendant le mois d'août. Il sera en vente normalement dans les librairies et dans les boutiques.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
1^{er} supplément au mensuel N° 64

LETTRE OUVERTE... (suite)

travail sont critiques."

Ensuite, les réfugiés insistent sur les mauvaises conditions dans lesquelles ils ont dû gagner les centres d'hébergement, par leurs propres moyens pour la plupart d'entre eux, et se demandent ce que ce serait si cela avait été plus grave. Ils déclarent également avoir l'impression que l'administration leur cache les véritables conséquences de leur retour.

Compte tenu de tous ces faits, les réfugiés de l'École du Ronc-Point de Baie-Mahault font un certain nombre de demandes au préfet, notamment : "Une prolongation du séjour pour nous permettre de nettoyer chez nous."

- Que les cliniques, les hôpitaux et les pharmacies soient ouverts pour assurer notre sécurité
- Que l'allocation d'aide aux familles privées d'emploi soit mise en application
- Que les employeurs partis reviennent
- Qu'une cantine soit assurée pour la survie des familles indigentes
- Que nous ayons des garanties de sécurité en cas d'une nouvelle éruption."

LES BONNES LECTURES POUR VOS VACANCES

C'est la période des vacances, c'est aussi une période favorable pour lire. Nous vous conseillons ci-dessous quelques livres :

TRAVERN : LES VISITEURS DU SOIR.

Plusieurs récits inspirés par la vie des Indiens du Mexique et par leurs légendes.

LA GRAINE - JACQUELINE MANICOM.

Témoignage d'une grande sensibilité de J. Manicom sur les problèmes d'une maternité rais aussi sur les difficultés rencontrées par les Antillais émigrés à Paris.

REMEMBER RUBEN - MONGE BETI.

Le Cameroun de Ahidjo - exploitation, répression, dépendance de l'impérialisme. Mais il y a des hommes qui luttent contre cela.

CHASSÉS DE LA LUMIERE - JAMES BALDWIN.

Témoignage sur le racisme aux USA et sur ceux qui luttent contre lui.

L'EXECUTION - ROBERT BADINTER.

Robert Badinter est un avocat libéral et un adversaire de la peine de mort.

C'est lui qui, en 1973, avait défendu devant la cour d'assises Bontems, l'un des accusés de la mutinerie de la prison de Clairvaux.

Dans ce livre, il décrit l'affaire telle qu'il l'a vécue jusqu'à l'exécution de son client. Il nous plonge durant quelques heures dans l'atmosphère impitoyable des prisons et dans l'arbitraire du système judiciaire.

SIGNALONS AUSSI des romans plus anciens qui retracent les problèmes et les luttes des pauvres :

LA MERE (Gorki) LES ENFANTS DE L'ONCLE TOM (R. Wright) BOULEVARD DURAND (Salacrou) S'IL EST MINUIT DANS LE SIECLE (V. SERGE)

~ FRANCE ~

La baisse du franc continue

La baisse du franc continue. Il aurait maintenant perdu 8% en cinq mois par rapport au dollar. Pour réagir contre cela le gouvernement français a décidé de hausser le taux d'escompte. Celui-ci passe de 8 à 9,5%. Ce qui veut dire que le crédit sera rendu plus difficile. Par contre cela va faciliter l'entrée en France de capitaux étrangers et théoriquement devrait compenser les fuites d'argent français vers l'extérieur. Mais ce n'est que théorique : car en cette matière l'effet psychologique, les impressions du moment et autres données non comptables sont aussi importantes pour l'évolution de la situation monétaire que des données plus matérielles. Or l'effet psychologique découlant du renchérissement du crédit n'est pas de créer l'enthousiasme ou la sérénité. Les patrons sont plutôt mécontents d'une mesure qui va encore freiner les investissements, et même les achats à crédit de court ou moyen terme.

De plus, cette mesure qui est prise pour décourager les spéculateurs en leur faisant comprendre que le franc ne sera pas dévalué montre plutôt l'embaras du gouvernement obligé de prendre une mesure allant à l'encontre de la politique dite de reprise qu'il défendait jusqu'à ces jours-ci.

C'est dire donc que la situation est loin de se rétablir pour le franc et que les spéculations risquent bien d'aller encore en s'amplifiant. En tous cas, dévaluation ou pas, l'origine de cette situation confuse et instable sur le plan monétaire tient à la nature même du système capitaliste. Celui-ci, fonctionnant uniquement selon des intérêts privés, ne peut rien prévoir, ni organiser, ni à l'échelle nationale ni au niveau mondial. L'économie est aveugle et fonctionne de manière anarchique. Résultat, nous vivons en permanence sous la menace d'une crise.

HAUSSE DU SMIC-DOM

Une nouvelle augmentation du SMIC est entrée en vigueur à compter du 1er juillet 1976. Elle est de 6,02%. Le salaire minimum passe de 6,59F à 7,008F de l'heure soit 56,064F pour une journée de huit heures.

Donc à compter du 1er juillet aucun travailleur en Martinique et en Guadeloupe ne doit percevoir moins de 7,008F pour une heure de travail. Et c'est la moindre des choses que d'exiger du patronat l'application du SMIC. Les travailleurs de nombreux secteurs devront donc se battre pour l'imposer car bien des patrons n'hésitent pas à payer en dessous de ce salaire déjà très insuffisant. Il est d'ailleurs inférieur au SMIC français qui, lui, s'élève à 8,58 francs de l'heure.

Rien ne justifie l'existence d'un SMIC-DOM inférieur à celui de la France. Bien au contraire. Le coût de la vie étant bien plus élevé aux Antilles qu'en France, le SMIC-DOM devrait être supérieur à celui de la France.

Voilà en tous cas une nouvelle preuve si cela était nécessaire, que la départementalisation économique dont le gouvernement GISCARD-CHIRAC-STIRN nous rebat les oreilles n'est ni plus ni moins que du bluff.

Cela prouve aussi que les travailleurs n'ont rien à attendre de ce gouvernement. C'est leur lutte seule qui leur permettra d'arracher des salaires décents.

ACHETEZ

COMBAT OUVRIER

LE MENSUEL N° 64

Bientôt chez les libraires

EDITORIAL

(suite)

bien le moins qu'elle pourrait faire!...

Et si les Aurousseau, Stirn et Giscard préfèrent continuer à tenir de beaux discours à la population tout en défendant d'autres intérêts, c'est aux Basse-Terriens eux-mêmes de se regrouper et de s'organiser pour obtenir satisfaction. Et ceci, même s'ils ne reçoivent aucune aide en ce sens de la part des beaux parleurs du colonialisme, voire, si nécessaire, contre eux !

COMBAT OUVRIER

BI-HEBDOMADAIRE

PASSERA A 0,50F

En raison de l'augmentation des frais liés à la fabrication de Combat Ouvrier, nous sommes dans l'obligation de réajuster le prix de vente du journal.

A partir de septembre, le supplément bi-hebdomadaire de Combat Ouvrier sera vendu au prix de 0,50 F.

Nous remercions d'avance nos amis lecteurs pour leur compréhension, et comptons bien sûr sur leur fidélité.

LA DIRECTION DE C.O.